

DECISION DU BUREAU N°B01.26

Le Bureau de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°69-2025-07-29-00010 du 29 juillet 2025 relatif aux statuts et compétences de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon ;

VU la délibération N° 2020-62-5.4 du 8 juin 2020 portant délégation de pouvoir du conseil communautaire vers le bureau communautaire et le Président de la CCPO en vertu des articles L. 5211-10 et L 2122-23 du CGCT,

CONSIDERANT les aménagements cyclables identifiés dans le cadre du plan vélo de la CCPO ;

CONSIDERANT le projet de réalisation de l'itinéraire 1 (réalisable à court terme) – Segments 86 et 87 – Liaison mode doux rue des Fontaines jusqu'au collège de la Xavière à Chaponnay ;

CONSIDERANT que l'enveloppe financière totale destinée à la réalisation de ce projet est estimée à 250 000 € H.T. Les dépenses afférentes à cet aménagement se développent sur l'année 2026, de mai 2026 à février 2027 ;

CONSIDERANT la DSIL proposée par l'Etat pour l'exercice 2026 en vue d'apporter un soutien aux communes et à leurs groupements dans leurs projets d'investissement ;

CONSIDERANT que la mobilité et notamment le développement des infrastructures cyclables constitue un axe du CRTE signé par la CCPO avec l'Etat et s'inscrit dans les thématiques éligibles à la DSIL 2026 ;

DECIDE

Article 1 : D'AUTORISER Monsieur le Président à déposer un dossier de demande de subvention au titre de la DSIL pour l'aménagement cyclable itinéraire 1 (réalisable à court terme) – Segments 86 et 87 – Liaison mode doux rue des Fontaines jusqu'au collège de la Xavière à Chaponnay.

Article 2 : D'APPROUVER le plan de financement comme suit :

• Montant total des dépenses subventionnables HT	250 000 €
• Etat – DSIL	200 000 €
• Autres subventions (Région, Département...)	0 €
• Autofinancement	50 000 €

Article 3 : DE DIRE qu'en application des articles R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, les personnes qui s'estiment fondées à contester le présent acte administratif, disposent, pour en demander l'annulation, d'un délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification ou de publication :

- soit par recours gracieux auprès de Monsieur le Président
- soit par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, situé 184 rue Duguesclin à LYON (69003)

L'absence d'une réponse au recours gracieux dans un délai de deux (2) mois, à compter de la date du dépôt du recours, vaut décision implicite de rejet.

Ces délais de recours ne font pas obstacle à l'exécution de l'acte.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte à la prochaine séance du Conseil Communautaire.

**St Symphorien d'Ozon,
Le 19/01/2026**

Pierre BALLELIO
Président



Nicolas VARIGNY
1^{er} Vice-président



Michel BOULUD
2^{ème} Vice-président



Mireille BONNEFOY
3^{ème} Vice-présidente



Timotéo ABELLAN
4^{ème} Vice-président



Mattia SCOTTI
5^{ème} Vice-président



Jean Philippe CHONE
6^{ème} Vice-président



Mise en ligne le.....20 JAN. 2025
Certifiée exécutoire le.....20 JAN. 2026